

## **CH\_VB 90.897 vom 10. Dezember 1990**

Bundesverwaltung, 1990-12-10, DE

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch\\_vb\\_90.897](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_90.897)

FR: CH\_VB 90.897 du 10 décembre 1990

IT: CH\_VB 90.897 del 10 dicembre 1990

### **Erwägungen**

#### **E. 10**

Dezember 1990 N 2245 Türkei. Dringliche Interpellationen von der Convention des droits de l'homme, suspension qu'il a notifiée le 28 août 1990 en prétextant «l'intensité et la diversité des actions terroristes». Alors que le Conseil fédéral continue à prétendre que la situation des droits de l'homme s'est améliorée en Turquie et qu'il n'y aura, de ce fait, pas d'interdiction d'exportation d'armes en direction de ce pays, des témoignages nombreux et irréfutables attestent que règne dans les provinces kurdes une situation de guerre civile, et que le danger est grand qu'à la faveur de la crise du Golfe et grâce aux troupes qu'il a massées au coeur des régions kurdes frontalières de l'Irak, le gouvernement d'Ankara tente d'appliquer une forme de solution finale vis-à-vis de ses ressortissants kurdes. - Déportations en masse de populations, villages incendiés, meurtres de civils, traitements cruels infligés aux prisonniers, femmes et enfants inclus, arrestations arbitraires, tortures ont eu pour conséquence la fuite de dizaine de milliers de Kurdes, réfugiés dans leur propre pays et s'entassant dans des camps de toile où ils vivent dans des conditions très précaires que l'hiver rendra plus dramatiques encore. Contrairement aux Conventions de Genève, la Turquie a opposé, jusqu'ici, une fin de non-recevoir aux démarches du CICR, pour obtenir un droit de visite de ces camps. - De plus l'organisation mondiale contre la torture alerte l'opinion publique ces jours sur des condamnations d'enfants et de jeunes gens pendantes devant le tribunal de sûreté de l'Etat à Diyarbakir, dont certaines vont jusqu'à la peine de mort. Cet ensemble de faits dramatiques nous motive à demander au Conseil fédéral: 1. S'il ne va pas revenir sur sa décision en matière d'exportation d'armes car la Turquie peut aujourd'hui être caractérisée comme «territoire où des conflits armés ont éclaté ou menacent d'éclater ou dans lesquels régnent des tensions dangereuses» selon l'article 11, alinéa 2, lettre a de la loi fédérale sur le matériel de guerre, et qu'il n'est pas du tout certifiable que les armes livrées ne sont pas utilisables contre les populations kurdes. 2. Si le Conseil fédéral est prêt à intervenir pour protéger les droits fondamentaux des populations des régions kurdes et demander la remise en vigueur de la convention européenne des droits de l'homme? 3. S'il est prêt à intervenir auprès du gouvernement turc de façon ferme pour obtenir que le CICR puisse visiter les camps de réfugiés et s'il a un programme d'aide humanitaire à ces populations à proposer? 4. S'il est prêt à intervenir pour éviter que des condamnations à mort soient appliquées? 5. S'il confirme que notre ambassadeur en Turquie, M. Lâcher, aurait fait des déclarations soutenant les mesures de censure prises par le gouvernement turc, est-il prêt à se distancer de telles déclarations? Sprecherin - Porte-parole: Fankhauser M. Felber, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral a autorisé, le

#### **E. 14**

novembre 1990, l'exportation de matériel de guerre à destination de la Turquie, en tenant compte des divers aspects pertinents de la loi sur l'exportation du matériel de guerre. Il a

ainsi examiné la probabilité d'une implication de la Turquie dans un éventuel conflit militaire dans la région du Golfe. A ce propos, il ne sous-estime pas l'importance géostratégique de la Turquie en cas de conflit avec l'Irak, mais il considère qu'une action militaire par voie de terre de la part de la Turquie contre l'Irak est peu probable. C'est au sud de l'Irak et non au nord que la tension est la plus manifeste. Ainsi, dans ce contexte, la Turquie n'est pas une région de tensions dangereuses au sens de la loi sur l'exportation du matériel de guerre. Le Conseil fédéral a également examiné attentivement si la situation qui prévaut dans le sud-est de la Turquie relève de la zone des tensions dangereuses selon l'article 11, alinéa 2, lettre a, de la loi. La notion de tensions dangereuses n'est hélas pas définie juridiquement. Le Conseil fédéral dispose ainsi d'une marge d'appréciation assez large. Il est d'avis que la situation dans le sud-est de la Turquie est très préoccupante, mais qu'elle n'entraîne pas une gravité au point que l'on puisse parler de tensions dangereuses, c'est-à-dire de risques de guerre généralisée dans le pays. Dans sa décision, le Conseil fédéral a également tenu compte, et peut-être pour la première fois, de la nature des armes destinées à l'exportation vers ce pays. Il a d'ailleurs écarté certaines demandes particulières. Il a donc considéré que les armes à livrer sont par nature impropres à être utilisées pour la répression de la minorité kurde. L'exportation serait immédiatement interdite si des raisons sérieuses donnaient à penser que les armes suisses autorisées à l'exportation sont utilisées lors d'opérations répressives ou seulement qu'elles pourraient être destinées à de telles fins. Le Conseil fédéral a à maintes reprises condamné les violations des droits de l'homme en Turquie. Je peux vous assurer que tout entretien avec des représentants officiels turcs est l'occasion d'aborder cette question. Ainsi, le président de la Confédération, moi-même et le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères avons fait part, cette année à plusieurs reprises, à nos homologues turcs de la préoccupation du Conseil fédéral suite à la détérioration de la situation dans les provinces kurdes, à l'imposition de l'état d'urgence dans cette région et à la décision des autorités turques de suspendre l'application de certaines dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme. La Suisse, dans le cadre de sa politique humanitaire, est prête à soutenir toute démarche du Comité international de la Croix-Rouge qui permettrait à cette organisation d'aider les populations civiles touchées par des événements se déroulant dans les provinces kurdes de la Turquie, à condition que le CICR le lui demande et qu'il soit autorisé à vérifier la situation dans cette région du pays. En ce qui concerne les mesures en faveur des populations kurdes dans le cadre de la coopération au développement, les préparatifs pour des projets dans le domaine de la création d'emplois et de la formation professionnelle sont d'ores et déjà en cours. Quant à une action ou à un programme d'aide humanitaire pour ces populations, seule une demande du gouvernement turc allant dans cette direction nous autoriserait à intervenir en faveur des personnes déplacées. Le Conseil fédéral est prêt à intervenir en faveur des prisonniers politiques condamnés à mort, et cela dès que nous aurons connaissance d'indices que la peine capitale, qui n'a plus été exécutée en Turquie depuis 1984, risquerait d'être appliquée aux 308 personnes contre lesquelles elle a été prononcée à ce jour. Quant aux déclarations favorables que l'ambassadeur de Suisse en Turquie, M. Lâcher, aurait faites au sujet des mesures de censure prises par le gouvernement turc, il ressort clairement, après examen de la question, que l'article paru dans la *WochenZeitung* du 16 novembre 1990, sur lequel repose apparemment cette affirmation, ne correspond pas à la réalité et nous savons quels sont les rapports plutôt critiques que nous adresse notre ambassadeur en Turquie en ce qui concerne la situation des droits de l'homme dans ce pays. En ce qui concerne les requérants d'asile turcs, le Conseil fédéral a signalé à différentes

reprises que la simple appartenance à la minorité kurde n'entraîne pas nécessairement une persécution. De même, il n'est pas justifié d'ordonner, sur la foi des développements dans la partie orientale du pays, un arrêté généralisé des rapatriements de Kurdes. Par contre, on examine soigneusement, dans chaque cas, s'il y a issue négative de la procédure d'asile, l'exécution du renvoi du requérant est raisonnablement exigible. Lors de cet examen, la situation de la région d'origine est prise en compte. Le fait qu'un requérant d'asile provienne d'une des provinces touchées par l'état d'urgence peut parfaitement signifier qu'il sera soumis, lors d'un retour volontaire, à des vérifications ou à des mesures de sécurité spéciales. Mais à elle seule cette éventualité ne permet pas nécessairement de conclure que son retour pourrait signifier pour lui une mise en danger concrète. En effet, les conditions de vie rendues plus difficiles par les conflits entre séparatistes kurdes et forces de sécurité turques, dans l'est de la Turquie, sont loin de concerner toute la population de cette région. Elles sont concentrées dans des zones re-

Turquie. Interpellations urgentes 2246 N 10 décembre 1990 lativement limitées. Par ailleurs, même à l'intérieur des provinces touchées par l'état d'urgence, il existe des secteurs plus sûrs. En outre, vu l'étendue du territoire national turc, tout requérant débouté a suffisamment de possibilités de se mettre à l'abri d'un certain danger potentiel en s'établissant ailleurs dans son pays, d'autant plus que les rapatriements éventuels se font vers Istanbul ou Ankara. Präsident: Herr Meier-Glatfelden und Frau Fankhauser sind von der Antwort des Bundesrates nicht befriedigt. Sie verlangen Diskussion. 90.886 Abstimmung - Vote Für den Antrag auf Diskussion 44 Stimmen Dagegen 20 Stimmen 90.897 Abstimmung - Vote Für den Antrag auf Diskussion 39 Stimmen Dagegen /Stimmen Präsident: Wir führen die Diskussion über beide Interpellationen gemeinsam. Meier-Glatfelden: Eigentlich wollte ich dem Bundesrat nochmals Artikel 11 Absatz 2 des Bundesgesetzes über das Kriegsmaterial zitieren. Es ist natürlich nicht nötig, denn er kennt es ganz genau. Hingegen kann ich der Auslegung dieses Gesetzes durch den Bundesrat überhaupt nicht folgen: In der Osttürkei droht danach kein Konflikt gegen den Irak auszubrechen, es bestehen dort keine gefährlichen Spannungen. Dort werden auch die Menschenrechte nicht allzu stark strapaziert. Dabei weiss der Bundesrat ganz genau, dass in den kurdischen Provinzen der Türkei bürgerkriegsähnliche Zustände herrschen, dass Kriegsrecht angewendet wird. Die türkische Regierung hat im August 1990 die Anwendung der Europäischen Menschenrechtskonvention suspendiert. Der Bundesrat weiss von den Massenverhaftungen; er weiss von den Deportationen und der Zerstörung ganzer kurdischer Dörfer; er weiss von Folterungen und von der Verhängung von Todesurteilen gegenüber Kindern und Jugendlichen. Schon in der Fragestunde vom 16. März 1987 hat der Bundesrat erklärt: «Selbstverständlich verfolgt der Bundesrat die Entwicklung der Lage in der Türkei laufend. Sollte sich diese in Zukunft verschärfen, könnte der Bundesrat jederzeit neue Waffenlieferungen in die Türkei untersagen.» Das war vor mehr als drei Jahren. Nach Ansicht des Bundesrates hat sich die Lage nicht verschärft. Was muss noch passieren, bis endlich ein Kriegsmaterialausführverbot ausgesprochen wird? Aber eben, die Interessen unserer darniederliegenden Waffenindustrie werden höher eingeschätzt als die Einhaltung von eigenen Gesetzen und das Ansehen der Schweiz in der Völkergemeinschaft. Zum Ausschaffungsstopp: Wir sind sehr enttäuscht über die Antwort des Bundesrates. Heute hat Bundesrat Koller in der Fragestunde erklärt, bei den Kosovo-Albanern würde jeder einzelne Fall überprüft. Auch hier wird angeblich jeder einzelne Fall überprüft. Kurden dürfen heute nicht ausgeschafft werden | Wir bitten den Bundesrat nochmals darum, wenigstens einen befristeten Ausschaffungsstopp für den

Winter zu verhängen. Die meisten von uns kennen die tragische Geschichte der 25 Millionen Kurden in unserem Jahrhundert: 1920 wird den Kurden im Vertrag von Sèvres ein unabhängiger Staat versprochen. Aber was geschieht? Wie Polen im letzten Jahrhundert unter Preussen und Russland aufgeteilt wurde, wird Kurdistan unter die Nachbarn Irak, Iran und Türkei aufgeteilt. Diese drei Länder lassen seit Jahrzehnten keine Gelegenheit aus, um das kurdische Volk zu unterdrücken und zu unterjochen; die ganze Welt sollte sich schämen. Denken wir nur an die erfolgten Giftgaseinsätze vor zwei Jahren gegen kurdische Dörfer, durch die Kinder und Frauen auf schreckliche Art umgebracht wurden; der Protest der Welt war lau. Heute aber, wenn es um Öl geht, wird massiv mit der gewaltigen Macht der ganzen Welt reagiert. Vor allem wir Schweizer als Gebirgsvolk, wir sollten viel Sympathie für das Bergvolk der Kurden aufbringen, für das kurdische Volk, das für mehr Selbstbestimmung und für elementare Menschenrechte kämpft. Ich frage den Bundesrat: Ist er bereit, beim Europarat gegen die Menschenrechtsverletzungen in der Türkei zu intervenieren? Ich bin überzeugt, ein Wirtschaftsboykott der europäischen Staaten würde die Türkei wohl bald zur Gewährung einer gewissen Autonomie an die kurdischen Ostprovinzen und zur Einhaltung der Menschenrechte gegenüber dem kurdischen Volk bringen; aber eben, hier geht es nicht um Öl, hier geht es nur um Menschen. Die Asylkoordination Schweiz ruft zur Nothilfeaktion für Kurdistan auf. Ich habe gehört, Herr Bundesrat, dass Sie bereit sind zu helfen; hier können Sie! auch helfen. Diese Hilfe ist jetzt, im kalten Winter, dringender denn je. Tausende von Kurden leben zum Teil in Zelten am Rande der Städte. Viele von ihnen - vor allem Kinder und Betagte - werden den Winter nicht überstehen. Herr Bundesrat, wir helfen den Sowjets, wir helfen den Ostvölkern; dem kurdischen Volk geht es noch viel schlechter. Ich bitte Sie nochmals: Unterstützen Sie die Nothilfeaktion der Asylkoordination Schweiz; ich danke Ihnen im voraus dafür. Frau Fankhauser: Ich bin mehr als enttäuscht, Herr Bundesrat, immer wieder das gleiche hören zu müssen und zu merken, dass meine Hoffnungen wieder einmal in den Wind geschlagen werden; es ändert sich nichts in diesem Lande, es sei denn im negativen Sinne. Eine Bevölkerung kämpft, sie ist in der Not, und wir hören seit drei Jahren das gleiche: Sie sprechen mit Ministern und Staatsmännern, doch anscheinend denken diese Leute überhaupt nicht daran, ernst zu nehmen, was Sie sagen. Und was macht unser Bundesrat? Er liefert weiter Waffen und belohnt so indirekt das Verhalten. Er pflegt die besten wirtschaftlichen Beziehungen mit diesem Land. Welchen Anlass haben diese Staatsleute überhaupt, etwas zu ändern? Wem nützt eigentlich der Ermessensspielraum, den Sie ausnützen, Herr Bundesrat? Sicher nicht der betroffenen Bevölkerung, die ums Überleben und um die Unabhängigkeit kämpft. Wie können Sie sicherstellen, dass die Waffen, die Sie liefern, tatsächlich nicht gegen diese Bevölkerung eingesetzt werden, nachdem wir in anderen Zusammenhängen immer wieder hören, dass es nicht möglich ist, zu kontrollieren, wohin Waffen gehen, wenn sie das Bestimmungsland erreicht haben? Wie können Sie sich vergewissern, Herr Bundesrat, dass das Fachwissen, das durch die Annahme dieser Waffen erworben wird, nicht im Inland eingesetzt wird? Wir leben jetzt zusammen mit dieser Bevölkerung in einem Teufelskreis: Solange wir diese Asylbewerber zurückschicken, bekommt das Land von unserer Seite her nicht den Beweis der Folterung. Das ist einmal die umgekehrte Annahme. Ich kann mir Politikerinnen und Politiker in der Türkei vorstellen, die sagen: Die Schweiz anerkennt die Folterung nicht, sie schickt alle Asylbewerber zurück. Wollen wir das? Die Verantwortung des Bundesrates ist sehr, sehr gross. Ich möchte mich nicht noch einmal so empören müssen, wie wir hier im Rat empört wären, als es um Rumänien ging, um die Vernichtung von Dörfern. Da waren wir uns

einig: Das war ent- setzlich, wir sollten sofort etwas unternehmen. Warum sind wir jetzt viel milder? Welche Interessen stehen auf dem Spiel? Sie haben insbesondere zu den Todesurteilen, die vollstreckt wer- den sollten, nicht viel gesagt. Man spielt offenbar mit der Angst der Leute, und wir haben gehört, dass einige Kinder darunter seinsollen. Unser Bundesrat war am Welt-Kinder-Gipfel, er hat sich dort sehr eingesetzt "ür die Kinderrechte, aber er liefert trotzdem immer noch Waffsn an ein Land, das offenbar solche Todesurteile akzeptiert. Welche Menschenwürde, die im Ge- setz verankert ist, wird jetzt beachtet? Welche Entwicklungszu- sammenarbeit wird jetzt in Betracht gezogen? Haben wir über- haupt ein Gesetz, das etwas nützt? Ich bin sehr besorgt, nicht nur um die Bevölkerung, sondern auch um die Wirksamkeit unserer Gesetze. Was sollen diese Buchstaben gelten, wenn

10. Dezember 1990 N 2247 Türkei. Dringliche Interpellationen sie der Bundesrat so weit interpretieren kann - ich sage: bis zum Gehn nichtmehr -, dass wir aufgefordert werden, das Ge- setz neu zu formulieren? Es gibt keine Alternativen: Wir müs- sen jetzt dem Bundesrat Schranken setzen, ganz klare, und ich sage: Der Export von Waffen ist verboten. Es würde mich auch interessieren, wie das Zusammenspiel zwischen dem Departement für auswärtige Angelegenheiten und dem Militärdepartement ist. Habe ich einen Floh im Ohr, wenn ich vermute, dass die militärische Einflussnahme doch ein wenig grösser ist, als die Kriterien der Menschenwürde es für nötig erachten liessen? Herr Bundesrat, ich bitte Sie, wenn es nicht heute ist, vielleicht morgen oder übermorgen: Nehmen Sie diesen Entscheid zu- rück. Der Friede braucht eine neue Entscheidung, und zwar die: Keine Waffen mehr für die Türkei, keine Waffen mehr für die Länder, die solche Spannungen erleben. On. Caccia: A nome del Partito democristiano svizzero voglio esprimere la preoccupazione che la situazione turca suscita anche in noi. Le più recenti informazioni, giunte soprattutto dalle province curde, non possono che impressionare ulteriormente in rela- zione a questa situazione. Non si può rimanere insensibili di fronte al fatto che la Turchia abbia sospeso l'applicazione della Convenzione europea dei diritti dell'uomo nel corso del mese d'agosto di quest'anno. Non si può rimanere insensibile al fatto che essa rifiuta anche al Comitato Internazionale della Croce Rossa il permesso di visitare i campi, dove si sono rifu- giati i curdi, e non si può nemmeno rimanere insensibili al fatto che vi sono notizie veramente scoraggianti di condanne di bambini e giovani, condanne perfino alla pena di morte, nonché la distruzione di villaggi. Malgrado la comprensione per il difficile cammino che la Tur- chia si trova a compiere, una comprensione che è stata espressa anche dal Consiglio d'Europa nella forma di un'ec- cezionale pazienza nei confronti della situazione turca (che vi è motivo per credere, non risponde sicuramente pienamente alle condizioni basilari perché la Turchia faccia parte ancora di questo Consiglio, se le condizioni basilari sono anche il ri- spetto dei diritti dell'uomo), la situazione si fa sempre più inso- stenibile anche per noi. Riconosciamo al Consiglio federale gli sforzi che ha intra- preso, ma vorremmo anche invitarlo ulteriormente a conti- nuare ad adoperarsi per favorire il rispetto dei diritti umani, se- gnatamente per le minoranze curde, sia insistendo nelle prote- ste diplomatiche e nel sostegno alle richieste del Comitato In- ternazionale della Croce Rossa, sia attraverso gli aiuti umani- tari e grazie ad un'attenzione accresciuta nei confronti delle si- tuazioni dei richiedenti d'asilo, che vengono da questa parte del paese. Ma vorremmo anche invitare il Consiglio federale a riconside- rare il suo atteggiamento in materia di esportazione di armi. Di- rei soprattutto, in relazione all'articolo 11 capoverso 2 lettera b della legge federale sul materiale bellico: La parte laddove si parla del rispetto della dignità umana, piuttosto che in rela- zione alla lettera a, laddove si parla di territori nei quali minac- ciano di scoppiare

conflitti armati oppure sono manifeste tensioni pericolose, anche se questa lettera a dell'articolo non può essere dimenticata totalmente nella situazione curda attuale. Crediamo pure che una politica più chiara, a proposito di esportazioni d'armi, anche se non ha strettamente nulla a che fare con la problematica dell'esercito svizzero, può contribuire a migliorare nel popolo la comprensione e l'immagine della nostra politica di difesa. E a coloro che temessero il fatto che un'applicazione assai rigida dell'articolo 11 della legge federale sul materiale bellico, insieme alla situazione attuale del quadro europeo, dovesse produrre difficoltà ulteriori al livello industriale, rispondiamo che la soluzione a questo problema occorre trovarla su un altro piano, come è stato anche recentemente richiesto in un postulato che ho avuto l'occasione di presentare, ovvero, per esempio, con programmi d'aiuti per una conversione civile delle aziende, soprattutto le piccole e medie aziende, che avevano impegni elevati nel settore dell'armamento. Quindi, creda, On. Consigliere federale, alla nostra comprensione, ma anche al nostro invito pressante a riconsiderare la situazione in relazione alla Turchia. Weder-Basel: Die LdU/EVP-Fraktion ist sehr besorgt über die Hiobsbotschaften aus der Türkei. Wir sind auch besorgt über die Antwort des Bundesrates auf die beiden Interpellationen. Ich möchte hier kurz wiederholen, was in unserem Gesetz steht: Unser Gesetz verbietet Waffenexporte in Gebiete, in denen ein bewaffneter Konflikt herrscht, ein solcher ausbrechen droht oder sonstwie gefährliche Spannungen bestehen. Das Kriegsmaterialgesetz verbietet des weiteren auch Lieferungen von Waffen in Länder, in welchen die Menschenrechte verletzt werden. Dies ist doch unwiderlegbar der Fall. Da zitiere ich noch schnell die «Basler Zeitung» vom letzten Samstag. Dort schrieb eine Person, die soeben die Türkei, die Kurden, besucht hat: «Die Golfkrise dient der Türkei als idealer Vorwand, täglich weitere Truppen in den Osten zu verlagern, die Menschenrechte für die Ostprovinzen ausser Kraft zu setzen und unter Ausschluss der Weltöffentlichkeit kurdische Dörfer zu schleifen.» Wir wissen von sehr vielen Morden an Zivilpersonen, auch an Frauen und Kindern; wir wissen von Massendeportationen. Die Verjagten leben eng zusammengepfercht in Zeltlagern. Ein kalter Winter steht ihnen bevor. Nach Amnesty International sind seit 1980 650000 Kurden aus politischen Gründen verhaftet und oftmals auch gefoltert worden; gegen 210000 wurde Anklage erhoben, und 6353 Kurden droht die Todesstrafe. Im vergangenen Oktober kündigte der Staatssekretär Mehmed Kececiler die bevorstehende Exekution von 287 zum Tode Verurteilten an, darunter befinden sich - wie das Vorredner gesagt haben - auch drei Kinder. Wer hat angesichts solcher Horrornachrichten nicht Verständnis dafür, dass sich die Kurden gegen diese Barbarei zur Wehr setzen und die Weltöffentlichkeit um Beistand und Hilfe bitten? Nun, Herr Bundesrat Felber, Sie wissen doch auch, dass nach der Genfer Konvention das Internationale Komitee vom Roten Kreuz das Recht hat, Flüchtlingslager zu inspizieren. Allein die politischen Verantwortlichen in der Türkei verhindern das, was - mit Verlaub gesagt - Bände spricht. Wenn wir jetzt das Rote Kreuz nicht unterstützen, indem wir den türkischen Verantwortlichen Druck aufsetzen, fallen wir doch unserem Roten Kreuz, auf das wir so stolz sind, in den Rücken. Der Hinweis auch, Herr Bundesrat, dass nur Waffen geliefert werden, die nicht für den Einsatz im Innern verwendet werden dürfen, ist Augenwischerei oder bestenfalls Ausdruck des schlechten Gewissens. Damit soll nämlich kaschiert werden, dass bei uns noch immer zu viel Rücksicht genommen wird auf wirtschaftliche Sonderinteressen - will heissen auf unsere Waffenexportindustrie -, und offenbar findet dieser Handel im Bundesrat immer noch eine Mehrheit. Dabei stünde es uns doch gut an, wenn sich unsere Aussenpolitik vermehrt für die Grundrechte der Menschen in den einzelnen Ländern engagieren würde und wenn

Waffenlieferungen und auch Wirtschaftshilfe an die Einhaltung der Menschenrechte gekoppelt würden. Die Schweiz gilt noch immer als Hort der Humanität und hat diese Position zu verteidigen. Das hiesse, Herr Bundesrat - Sie haben signalisiert, dass Sie eventuell bereit sind, diesbezüglich einen Vorstoss zu unternehmen -, dass die Todesurteile nicht ausgeführt werden dürften und dass die Verhafteten faire Gerichtsverhandlungen erhielten. Das bekommen sie nämlich jetzt nicht. Da muss doch auch der Druck auf die Regierung verstärkt werden, und zwar derart, dass nicht mehr so viele Menschen ins Exil getrieben werden und dass dieser Flucht ein Ende bereitet wird. Die LdU/EVP-Fraktion bittet Sie dringend, auf Ihren Entscheid zurückzukommen und für die Grundrechte einzutreten. Wir sollten uns zum Anwalt verfolgter Minderheiten aufschwingen und den gepeinigten Kurden durch grosszügige politische, wirtschaftliche und humanitäre Hilfe beistehen. Mme Pitteloud: Il y a une année exactement, le Conseil fédéral répondait ici à M. Rebeaud qui l'interpellait sur la situation au Kurdistan et sur les violations des droits de l'homme qui s'y

Turquie. Interpellations urgentes 2248 N 10 décembre 1990 produisaient, disant alors que la situation s'était améliorée en Turquie. Aujourd'hui, tout en reconnaissant la détérioration qui s'est produite dans les provinces kurdes, le Conseil fédéral justifie sa décision de maintenir les exportations d'armes vers la Turquie en arguant que la notion de tensions dangereuses n'est pas juridiquement définie et qu'il l'a interprétée dans le sens de tensions qui pourraient impliquer des risques de guerre généralisée. Or, selon le Conseil fédéral, les tensions qui existent ne sont pas de cette nature et par conséquent il n'y a pas lieu d'appliquer cet article qui interdit l'exportation d'armes vers des zones de tensions dangereuses. Pourtant, Monsieur le Conseiller fédéral, si les provinces kurdes de Turquie ne sont pas aujourd'hui des territoires dans lesquels régissent des tensions dangereuses, alors véritablement les mots n'ont plus de sens! Alors que l'état d'urgence a été proclamé dans ces territoires, alors que la Convention européenne des droits de l'homme y est suspendue, alors que sévit dans ces territoires une guerre d'anéantissement, un génocide du peuple kurde! On ne peut pas jouer ainsi avec les mots. Plutôt que de louvoyer avec les textes de loi, mieux vaudrait, à mon avis, reconnaître ce qui se cache derrière la position suisse. Tout le monde sait que la Turquie a pris une nouvelle importance pour les Etats-Unis et pour l'OTAN dans le cadre de la crise du Golfe. Son engagement en faveur de l'embargo et, le cas échéant, d'une intervention militaire en fait un allié de choix dans la région. Et comme toujours, on choisit l'allié du moment, on ferme les yeux sur sa propension à suivre une politique toujours plus répressive vis-à-vis des milieux de l'opposition ainsi que sur sa tentative d'instaurer une solution finale à la question kurde via les déportations massives et la destruction de villages entiers. Ce que le gouvernement de M. Ozal fait aujourd'hui à l'intérieur de la Turquie, c'est exactement ce qu'a fait Saddam Hussein en son temps en liquidant son opposition intérieure, en gaziant les Kurdes. Malgré les expériences faites avec l'Irak, l'Occident écarte à nouveau les principes proclamés dans les enceintes internationales, arme l'allié du moment et lui décerne tous les satisfecit sans se soucier du futur qui voit d'ailleurs souvent l'arroseur arrosé. La Suisse neutre ne devrait pas entrer dans ce jeu. Elle n'a pas à considérer différemment la destruction des villages kurdes qu'elle ne l'a fait pour les villages roumains, pas plus qu'elle ne doit fermer les yeux sur les mauvais traitements, les tortures et les peines de mort qui frappent même des enfants au Kurdistan, alors qu'elle s'indignait, à juste titre, de la répression au Tibet. La Suisse, qui propose au Sommet de Paris de protéger les minorités, ne se sent-elle pas concernée par la minorité kurde? Il y a environ 700 000 personnes qui ont été chassées sans avoir pu emporter quoi que ce soit dans

leur fuite! Leurs maisons ont été détruites, leurs animaux abattus, leurs terres brûlées. Elles sont réfugiées dans leur propre pays, vivant dans des tentes à la périphérie des villes où la Croix-Rouge n'a pu ni les visiter ni les assister. Chacun sait que les enfants et les vieillards ne survivront pas à l'hiver dans ces conditions. Et le Conseil fédéral nous répond qu'il ne modifiera pas sa position relative à l'exportation d'armes! Il ne nous dit pas ce qu'il a l'intention d'entreprendre pour que le CICR puisse intervenir auprès de ces réfugiés, il ne nous donne aucun signe politique concret, et surtout il n'adresse à (a Turquie aucun signe politique concret de mécontentement, ce qui serait pourtant facile en l'occurrence, car l'interdiction des exportations d'armes pourrait constituer un signe dans ce sens-là qui serait compris et par la population suisse et par le gouvernement turc. Nous ne pouvons que prendre acte de cette décision, avec consternation et indignation. Nous ne l'acceptons pas et nous vous demandons de revoir cette décision. Sager: Es ist richtig - und es wäre falsch, wenn man versuchte, dies zu widerlegen -, dass es mit der Menschenrechtslage in der Türkei nicht gut, geschweige denn zum besten steht. Das ist auch der Grund, warum die politische Kommission der Parlamentarischen Versammlung sich an die Arbeit gemacht hat. Ich habe letztes Jahr einen Bericht verlangt, der erstens Auskunft geben muss über die Lage der ethnischen und sprachlichen Minderheiten in der Türkei, zweitens über die Lage der religiösen Minderheiten, namentlich der christlichen Kirchen, und drittens über die Behandlung der Türken -- Asylanten und Gastarbeiter -, die in die Türkei zurückkehren und oft sehr schlecht behandelt werden. Ich würde meinen, dass von dieser Lage die Frage der Lieferung von Waffen zu unterscheiden ist, zumindest seit dem 2. Juli. Die Türkei ist ein Nachbarland und hat eine Grenze von über 250 km mit dem Irak. Die Türkei hat sich in die Front eingeordnet, gegen Irak. Das war nicht leicht, wie die Demission des Generalstabschefs letzte Woche gezeigt hat, der nicht einverstanden ist mit dieser Politik. Wir müssen aus diesem Grunde Verständnis haben, dass im Europarat die Behandlung der Menschenrechtsverletzungen in der Türkei auf die etwas längere Bank geschoben worden ist. Nach dem 15. Januar wird diese Frage wiederum aufgenommen werden. Wir sollten auch Verständnis haben, dass es jetzt unklug wäre, die Frage der Waffenlieferungen zu diskutieren. Was könnten wir anderes bewerkstelligen, als dass wir die Türkei in den Fundamentalismus treiben und in die Allianz mit dem Irak? Wir sollten nicht vergessen, dass die Türkei, wenn hier von einer Verschlechterung der Menschenrechtssituation gesprochen worden ist, letztes Jahr weit über 120000 türkische Minderheitsangehörige aus Bulgarien aufnehmen musste - es waren zeitweise 300 000 - und dass mehrere zehntausend Kurden jetzt aus Irak nach der Türkei geflüchtet sind und dass die Türkei sie aufnehmen musste - Schwierigkeiten, die verständlich sind. Im höheren Interesse müssen wir aufpassen, was wir unternehmen. Es gibt ein höheres Interesse. Wir können hier sehr wohl, und mit Leichtigkeit, die Fahne der Menschenrechte hochhalten und die Türkei untergehen lassen. Damit nützen wir nicht den Kurden. Ich bin bereit, mich für die Kurden einzusetzen. Nicht erst heute. Ich habe es schon manchmal getan. Ich bin auch wieder bereit, das Problem aufzunehmen - nach dem 15. Januar. Aber wir müssen aufpassen, denn wenn es nicht gelingt, Irak einzudämmen, dann werden wir sehr viel grösseres Leid für eine grössere Zahl Menschen verursachen. Hier stehen wir vor keiner leichten, aber einer notwendigen Güterabwägung. Mühlemann: Es besteht überhaupt kein Zweifel: Unsere Sympathie, unsere Unterstützung gehört diesen fast 30 Millionen Kurden in der Osttürkei, im Norden des Iraks und im Westen des Irans. Das ist ein Volk, das sich als Minderheit - nicht religiös, aber sprachlich-ethnisch - in einer aussergewöhnlich schwierigen Lage befindet. Es ist nicht einfach, den Kern der Wahrheit wirklich zu finden. Ich habe

versucht, mit vielen Augenzeugen zu sprechen, die jetzt dort waren. Es ist so: Die Spannungen zwischen den Türken und den Kurden bestehen, es ist eine Auseinandersetzung, die hart ausgefochten wird; aber es ist kein Bürgerkriegszustand. Es gibt eine kleine, militante Gruppe von Kurden, eine kleine kommunistische Partei, die sich der Waffengewalt verschrieben hat. Der grosse Teil der Kurden wehrt sich gegen diese Aggression. Das führt dazu, dass jeweils nachts Auseinandersetzungen zwischen der türkischen Armee und Vertretern der militanten Kurden stattfinden. Was mich am meisten stört und am meisten aufregt und empört, ist die Tatsache, dass hier einem Volk der Gebrauch der eigenen Sprache untersagt wird. Es ist eine Form der geistigen Folterung, die meines Erachtens aussergewöhnlich weit geht. Die Tatsache, dass man nicht mehr in der eigenen Sprache dichten darf, ist ein Entzug der Freiheit, der nicht hingenommen werden kann. Und in dieser Beziehung kommt nun, als dritte Schwierigkeit, die wirtschaftlich bedenkliche Lage hinzu. Wir haben hier Arbeitslosenquoten, die über 60 Prozent hinausgehen. Es ist nicht so, dass es riesige Zeltlager der türkischen Kurden gibt, aber es gibt natürlich Zeltlager der Kurden, die aus dem Irak geflüchtet sind. Es ist auch nicht so, dass die gesamte zwei Kilometer breite Grenzzone vollständig durch die Türken gesäubert worden ist. Es sind einzelne kurdische Familien deportiert worden. Das muss man als Ganzes sehen. Was kann ein Land wie die Schweiz machen? Im Mittelpunkt müsste erstens einmal die von mir nicht zum erstenmal geforderte Entwicklungszusammenarbeit stehen. Wir haben seit 1981 ein einziges, bescheidenes Entwicklungshilfeprojekt im Bereiche der Landwirtschaft. Es

10. Dezember 1990 N 2249 Türkei. Dringliche Interpellationen ist ein zweites in Zusammenarbeit mit dem deutschen Entwicklungshilfe-Staatssekretär Repnik vorbereitet worden. Dieses gute Projekt wurde von den Deutschen wieder aufgegeben, weil man eine Prioritätsverschiebung zugunsten von Osteuropa gemacht hat. Der Chef unseres Katastrophenhilfekorps hat versucht, einige Zeltlager in feste Häuser zu verlegen. Das Architekturprojekt stand praktisch fest, ist aber in letzter Minute von der türkischen Regierung abgelehnt worden. Hier besteht Handlungsbedarf, ganz wichtiger Handlungsbedarf. Im Bereich der sogenannten Menschenrechtsproblematik haben wir allen Grund zu protestieren, und zwar nicht nur für Gefangene, die zu Recht oder zu Unrecht im Gefängnis sitzen, sondern wir haben vor allem dagegen zu protestieren, dass man einem Volk die Sprache nimmt. Das scheint mir das Schlimmste zu sein. Ich glaube, das wurde auch schon getan. Ich würde Botschafter Lacher in Schutz nehmen, der in dieser Beziehung den Mut hat zu protestieren. Wahrscheinlich muss aber dieser Protest mit anderen Massnahmen gekoppelt sein. Im Bereich der Asylpolitik bin ich nicht sicher, ob es richtig ist, sämtliche Kurden in der Schweiz zu belassen. Wir sollten eine sehr vorsichtige und rücksichtsvolle Behandlung in der Asylpolitik durchführen. Man sollte die Mehrheit der Kurden zweifellos nicht zurückschicken und das sorgfältig prüfen. Diejenigen Kurden, die im rein türkischen, westlichen Teil wohnen, haben relativ wenig zu befürchten. Man muss hier einfach gerecht sein und das sehr differenziert betrachten. Ich beneide Herrn Bundesrat Felber nicht, in dieser schwierigen Frage der Waffenausfuhr entscheiden zu müssen. Es handelt sich dabei um elektronische Geräte, die primär nicht gegen Kurden eingesetzt werden, sondern in den schwierigen Auseinandersetzungsfall mit dem Irak hineinreichen. Man kann darüber diskutieren, und der Bundesrat hat sich entschieden, seinen Ermessensspielraum auszunützen. Ich will mich nicht im besonderen dazu äussern. Ich halte es für wichtiger, dass sich der Bundesrat bemüht, in der Entwicklungszusammenarbeit mehr Fortschritte zu erzielen als bis anhin. Braunschweig:

Herr Sager, während Sie die Menschenrechte relativiert und erklärt haben, weshalb diese in Strassburg auf die lange Bank geschoben werden müssen - ich kann das nie akzeptieren -, ist mir eine furchtbare Erinnerung gekommen. So hat es auch beim letzten Völkermord geheissen, als es um die Juden ging: Wir müssten dieses Opfer bringen, um die Herrenrasse zu erhalten. Damals sprach man zwar nicht von Saddam Hussein, man sprach vom Bolschewiken, und seinetwegen müsse man die Juden opfern. Und heute hören wir dieselbe Rechtfertigung des Genozids. Das war meine schreckliche Erinnerung, Herr Sager. Wir haben dasselbe Alter; wenn Sie genau darüber nachdenken, müssen Sie die gleiche Erinnerung haben. Herr Bundesrat, ich bin wie viele andere Redner vor mir enttäuscht. Ihnen muss ich in Erinnerung rufen, dass Waffenexport kein gewöhnlicher Export ist: Waffenexport heisst immer Legitimation eines Regimes. Und wenn dieses Regime Menschenrechtsverletzungen begeht, dann heisst Waffenexport Legitimation der Menschenrechtsverletzungen. Das ist das Fatale am Entscheid des Bundesrates vom 14. November. Nun muss ich fragen: Spricht der Bundesrat mit zwei Zungen? Fünf Tage später gingen Sie, Herr Bundesrat, zusammen mit dem Bundespräsidenten an den KSZE-Gipfel nach Paris. Dort haben Sie sich - dafür bin ich Ihnen dankbar - für das Expertentreffen im Januar 1991 in La Valletta (Malta) über friedliche Streitbeilegung eingesetzt. Wollen die schweizerischen Experten dort das vertreten, wenn sie wissen, dass zu Hause weiterhin Waffen in die Türkei, für den Völkermord an den Kurden, exportiert werden? Sie haben sich eingesetzt - ich danke Ihnen dafür, Herr Bundesrat - für eine Verbesserung der Menschenrechtssituation durch die Entsendung von Beobachtern. Aber ich frage Sie: Was sollen denn die Beobachter in der Türkei beobachten? Das wissen wir ja alles schon. Sie kommen ganz bestimmt nicht nach Hause und werden die Türkei reinwaschen. Sie haben sich für ein Institut für Konfliktforschung in Wien, u. a. zur Früherkennung von Konflikten, eingesetzt, und dafür danke ich Ihnen. Aber was nützt diese Früherkennung von Konflikten, wenn diese Konflikte durch Waffenexporte zuerst geschaffen werden? Sie haben sich, Herr Bundesrat, mit besonderem Einsatz und Erfolg für ein Expertentreffen in Genf vom 1. bis 19. Juli 1991 zum Thema der nationalen Minderheiten eingesetzt, und ich danke Ihnen dafür. Aber wie können wir uns für nationale Minderheiten einsetzen, wenn wir den Genozid an den Kurden zulassen oder mindestens in Kauf nehmen? Diese Bereitschaft ist leider vorhanden, das kann nicht mehr aus der Welt geschafft werden. Und bei dieser Gelegenheit muss ich die Frage stellen: Wann unterzeichnen und ratifizieren wir die Konvention gegen Genozid? Das wurde uns immer wieder versprochen. Ich weiss, dass es wegen des schweizerischen Perfektionismus noch eine Revision des Strafgesetzbuches braucht, dass es nochmals fünf oder zehn Jahre dauert. Andere Länder haben diese Konvention schon längst unterschrieben. Wir hätten diese Möglichkeit auch gehabt. Warum versäumen wir solche Dinge immer wieder, schieben sie vor uns her? Oesterreich hat im März 1990 ein Waffenausfuhrverbot erlassen. Die Oesterreicher hatten grössere wirtschaftliche Schwierigkeiten, als wir sie haben. Warum können wir nicht in solchen Fragen mit uns vergleichbaren Staaten zusammenarbeiten? Herr Bundesrat, es gibt eine Erinnerung, die wir von unseren Eltern und Grosseltern mitbekommen haben: den Genozid an den Armeniern - auch in der Türkei geschehen, während und nach dem Ersten Weltkrieg. Ich habe Jahrzehnte später armenische Blinden- und Kinderheime in Griechenland, in Syrien und im Libanon besucht, und ich weiss, welches Leid den Opfern auf Jahrzehnte hin zugefügt worden ist. Sollen unsere Enkel einmal Kinder-, Blinden- und andere Heime der Kurden besuchen müssen? Warum können wir aus der Vergangenheit keine Lehre ziehen und einen Neuanfang machen? Warum bringt der Bundesrat diesen Mut heute, wo es

nicht mehr soviel Mut braucht, nicht auf? Frau Grendelmeier: Herr Sager, Sie haben mich aus dem Busch geklopft. Ich schätze Ihr Wissen, ich schätze Ihre Erfahrung im aussenpolitischen Bereich, ich bedaure es, dass Sie den Europarat verlassen werden, aber hier haben Sie mich enttäuscht. Sie haben mit Recht darauf hingewiesen, dass es zwei Paar Stiefel sind, über die wir heute diskutieren, einerseits über Menschenrechtsverletzungen in der Türkei und über Waffenexporte der Schweiz in Länder, in die sie eigentlich keine Waffen exportieren dürfte, denn, wenn es ein Land gibt, das in der Nähe eines hochexplosiven anderen, auch diktatorischen Landes liegt, dann ist es wohl die Türkei. Sie bezeichnen damit aber eigentlich nichts anderes als eine gewisse Schizophrenie, die wir innerhalb unserer Aussenpolitik bekunden, soweit wir überhaupt eine Aussenpolitik haben. Einerseits sind wir stolz auf das IKRK. Wir sind stolz darauf, dass wir diejenigen sind, deren oberstes Ziel die Verteidigung der Menschenrechte ist -vorwiegend in ändern Ländern -, und andererseits verweisen wir auf die Waffenlieferungen als eine politische Notwendigkeit der Schweiz. Es ist für mich nicht haltbar, dass wir auf den 15. Januar warten, um im Europarat dann möglicherweise wiederum die Verletzung der Menschenrechte in der Türkei bezüglich der Kurden in den Vordergrund zu rücken. Wir können im Grunde genommen diese Zwiespältigkeit unserer Politik, unserer Aussenpolitik, nur lösen, indem wir den Mut aufbringen, jeden - und jetzt äussere ich einen ketzerischen Gedanken -, jeden Waffenexport, egal in welches Land, zu verbieten, denn das Gesetz, so wie wir es heute haben, würde durchaus genügen. Nur: Seltsamerweise tauchen immer wieder Schweizer Waffen in Ländern auf, die Krieg führen oder die ein Krisengebiet sind oder die die Menschenrechte nicht respektieren. Wenn also die Einschränkung, dass wir nicht in solche Länder exportieren dürfen, nicht genügt, gibt es nur etwas: Wir müssen den Waffenexport ganz verbieten. Ich weiss, ich greife ein heisses Eisen an. Auf der ändern Seite weiss ich auch, dass die Zeit für einen solchen Gedanken vermutlich noch nie so günstig war wie heute. Dann endlich könnten wir eine Kohärenz und eine in jeder Beziehung anständige Aussenpolitik

Turquie. Interpellations urgentes 2250 N 10 décembre 1990 betreiben und diese ohne Seitenblicke auf das Waffengeschäft als unsere urschweizerische Aussenpolitik verteidigen. Das würde uns im Ausland sehr viel mehr Ansehen bringen als unsere zwiespältige Geschäftshuberei mit Mordwaffen. Frau Stocker: Mich beschäftigen jetzt zwei Fragen. Das eine ist: Wann endlich lernen wir, auch in der Politik systemisch zu denken und zu handeln? Die Welt, wie wir sie sehen, besteht auf der einen Seite immer noch aus der Armbrust und auf der ändern Seite aus dem Portemonnaie. Wir gehen mit der Armbrust frisch-fröhlich, ein Lied auf den Lippen, in die Welt und kassieren dabei mit der ändern Hand, und am nächsten Tag kommen wir und verteilen aus demselben Portemonnaie wieder humanitäre Hilfe und Entwicklungshilfe. So geht das doch nicht. Die Welt ist ein vernetztes System; entweder kapiert das jetzt auch die Schweiz, oder sie kapiert es nie mehr. Hier wird jetzt eine Teilung in der Menschenrechtsfrage gemacht; es soll angeblich höhere Werte zu verteidigen geben, Herr Sager: Genau mit diesem Argument haben wir den Irak aufgerüstet. Ich erinnere mich an die Diskussion hier, wo mir lächelnd von einem Kollegen gesagt wurde: «Ach, Frau Stocker, was Sie hier wollen ....: Mit diesen Waffenteilen können Sie sich eine Blumen vase aufs Büchergestell stellen», wörtlich nachzulesen. Und jetzt lamentieren wir, dass der Herr Hussein so dick aufgerüstet dasteht und es sich noch erlaubt, die Waffen auch gegen unsere Leute zu richten. Mit dieser eindimensionalen Sicht der Welt geht es nicht mehr. Und das müssen auch wir Schweizerinnen und Schweizer verstehen. Herr Bundesrat, ich muss sagen, Ihre Antwort

hat mich etwas aus den Schuhen «gelupft». Was wollen wir denn noch? Wann wollen wir denn sagen: Hier müssen wir jetzt wirklich den Waffenexport verbieten! Wann ist denn etwas ein Spannungsfeld, wenn nicht die Türkei in der heutigen Situation, im Dezember 1990? Da verstehe ich schlichtweg auch Ihre Logik nicht mehr. Ich kenne Sie als einen Menschen, der für die Menschenrechte, für die Rechte der Kinder, für die Rechte der Minderheiten angetreten ist, und jetzt höre ich, in der Türkei sei schon noch nicht alles in Ordnung, aber gar so schlimm sei es nun auch wieder nicht. So lässt sich weder innenpolitisch noch mittelfristig ausserpolitisch eine Schweiz glaubwürdig vertreten. Menschenrechte sind unteilbar; der Schutz der Minderheiten ist unteilbar. Und da geht es nicht mit Armbrust und Portemonnaie, sondern nur mit Rückgrat. Sager: Ich möchte auf ein Missverständnis hinweisen. Es ist einfach, mit hehren Erklärungen im Namen des absolut Guten aufzutreten. Aber seien wir einmal etwas praktisch: Glauben Sie, Frau Grendelmeier, dass wir mit der sofortigen Sistierung von Waffenlieferungen und mit dem verstärkten Protest wegen der Menschenrechtsverletzungen den Kurden in der Türkei nützen? Glauben Sie nicht, dass mit solchen Massnahmen seitens der Schweiz und anderen westeuropäischen Ländern die Türkei dem Fundamentalismus in die Arme getrieben wird, wenn die Entwicklung einsetzt - und sie ist ja nicht auszuschliessen? Glauben Sie, dass es dann den Kurden besser gehen wird? Sicher nicht! Wir haben genügend Beispiele dafür. Es wird ihnen schlechter gehen, sie werden mehr unterdrückt sein. Wir haben ja das Beispiel, wenn Sie es benötigen - Sie schütteln offenbar den Kopf -, des Iran. Unter dem Schah, der bekämpft worden ist, sind pro Jahr zwischen zwei und sechs Menschen hingerichtet worden, und das hat in der ganzen Welt zu Protesten geführt. Mildem Fundamentalismus sind unter Khomeini bis heute über 50 000 Menschen hingerichtet worden. Es ist ihnen schlechter gegangen, es ist auch den Frauen schlechter gegangen, die zuvor nicht mit dem Schador auf die Strasse mussten. Diese Entwicklung könnte in der Türkei eintreten, und dann haben wir nichts gewonnen für die Kurden. Es geht mir um die Kurden. Wenn die Krise mit dem Irak bereinigt ist, haben wir sicherlich viel bessere Möglichkeiten, der Türkei zugunsten der Kurden Druck aufzusetzen, als wir das jetzt tun können, mitten in einer sehr schweren Krise. Darum geht es. M. Felber, conseiller fédéral: Je me permettrai tout d'abord de vous rappeler une règle qui devrait être élémentaire dans un Parlement, c'est qu'il est inutile d'interpeller un conseiller fédéral en lui rappelant ses propres mérites. Le conseiller fédéral est ici pour représenter la position du Conseil fédéral et non la sienne propre, ou de quelques-uns de ses collègues. Je voudrais ensuite souligner un élément qui me paraît personnellement particulièrement trouble. J'étais dans cette salle lorsqu'on a élaboré la loi qui régit aujourd'hui les exportations d'armes. Ils n'étaient pas nombreux, les parlementaires qui proposaient l'interdiction totale d'exporter des armes. Je puis vous dire que le Conseil fédéral se pose cette question, plutôt que de discuter de l'interprétation d'une loi qui pourra toujours prêter le flan à la critique, et en particulier en ce qui concerne l'appréciation concernant le respect des droits de l'homme à la lettre b, qui est laissée à l'appréciation du seul gouvernement. Je voudrais vous rappeler ainsi que le Conseil fédéral s'est posé sérieusement les problèmes des exportations d'armes en général, que cette demande de la Turquie datait de bien avant les événements qui ont entraîné la crise du Golfe. Nous mesurons, nous aussi, combien il est difficile, dans ce domaine particulier, d'interpréter une loi qui n'a que des restrictions interprétatives mais non pas définitives. Le Conseil fédéral a discuté à plusieurs reprises de ce problème d'exportation d'armes vers la Turquie, il l'a discuté sur la base de documents qui analysaient tous les problèmes qui se posaient, y compris ceux des droits de l'homme et de leur non application. Il a encore une

fois décidé, mais je ne voudrais pas que vous ayez le sentiment que ces positions seront définitivement répétées, nous savons que nous ne pouvons plus simplement utiliser les instruments législatifs qui sont à notre disposition. Nous verrons bien quelle sera la réaction du Parlement si un jour nous dépassons le; propositions que nous faisons jusqu'à présent. Nous sommes tous convaincus des nécessités urgentes qu'il y a de protéger le peuple kurde, en particulier dans les provinces du sud-est de la Turquie, et nous avons pris - croyez-le - des précautions sévères lors de notre décision d'accepter deux livraisons d'armes à la Turquie. La première consistait, pour la première fois, à nous faire renseigner exactement sur la qualité de ces armes, sur leur utilisation possible, sur leur engagement. Nous avons repoussé des livraisons dont nous savions qu'immédiatement elles pouvaient être engagées sur terre\* contre les populations civiles et contre des minorités. Je ne voudrais pas, Monsieur Braunschweig, qu'on mette en doute la sincérité du Conseil fédéral lorsqu'il demande un règlement pacifique des différends, lorsqu'il participe à la création à Vienne d'un secrétariat pour l'éviction des conflits, lorsqu'il demande par la Suisse la création d'une Conférence sur les minorités. Nous avons lutté quelques mois pour obtenir l'accord des trente-quatre Etats de la CSCE sur ces différents thèmes et il n'a pas toujours été facile de convaincre à la fois les Turcs et les représentants des Etats membres d'accepter une discussion sur la protection des minorités. Comme vous, le Conseil fédéral est profondément choqué par le traitement qui est réservé à la minorité kurde de Turquie ou d'ailleurs, au Moyen-Orient. Voilà ce que je tenais à déclarer pour que vous sachiez que nous ne jouons pas avec cette loi ni avec ces décisions, que nous interviendrons en faveur des condamnés à mort, que nous interviendrons, nous vous l'avons déclaré, à la prochaine réunion du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, que nous suivons attentivement les développements dans cette région. J'ai ici sous les yeux un rapport qui me vient de Turquie, daté du 6 décembre et qui nous indique des cas particuliers dans lesquels nous devons intervenir. Sur la base de rapports tels que celui-là, absolument objectif, sévère et dur, nous pourrions intervenir au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Nous voudrions simplement réaffirmer que, dans la situation où nous nous trouvons aujourd'hui, il n'est pas extrêmement facile pour un gouvernement d'interdire des livraisons d'armes à des forces militaires qui pourraient être nécessaires au maintien de la paix ou à la pression pour la paix dans cette région du monde. Je conclurai - c'est le plus simple - en disant que nous ap-

10. Dezember 1990 N 2251 Türkei. Dringliche Interpellationen puyons ceux d'entre vous qui pensent qu'une reconversion civile des entreprises de fabrication d'armes - M. Caccia l'a dit au nom du PDG, Mme Fankhauser, Mme Pitteloud et d'autres l'ont souligné - nous admettons que c'est une possibilité avec laquelle nous devons compter d'ici quelques années. Cela signifie que nous devons admettre aussi que nous renonçons à être un pays exportateur et que nous devons, le cas échéant, renoncer à nous fournir nous-mêmes d'armements fabriqués en Suisse. Ces problèmes sont posés, nous voulons y réfléchir, nous devons y réfléchir et nous attendons aussi que vous sachiez, le moment venu, appuyer les propositions que nous ferons sans doute à ce sujet. Schluss der Sitzung um 21.20 Uhr La séance est levée à 21 h 20

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Dringliche Interpellation der sozialdemokratischen Fraktion Waffenexport in die Türkei. Entscheidung des Bundesrates Interpellation urgente du groupe socialiste

Exportation d'armes vers la Turquie. Décision du Conseil fédéral In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1990 Année Anno Band V Volume Volume Session Wintersession Session Session d'hiver Sessione Sessione invernale Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 09 Séance Seduta Geschäftsnummer 90.897 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 10.12.1990 - 14:30 Date Data Seite 2244-2251 Page Pagina Ref. No 20 019 299 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.